



**Rapport de la délégation parlementaire canadienne
concernant la visite bilatérale en Inde**

**Section canadienne de l'Association parlementaire du
Commonwealth (APC)**

**New Delhi, Amritsar, Mumbai et Chennai, Inde
du 17 au 26 février 2012**

Rapport

Du 17 au 26 février 2012, une délégation de la Section canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth (APC) s'est rendue en Inde. Dirigée par le député M. Russ Hiebert, président de la Section, la délégation se composait des honorables Nancy Ruth, sénatrice et Terry Mercer, sénateur et des députés M. Larry Miller, M. Merv Tweed, M. Chris Charlton, et M. Peter Stoffer, accompagnés de Mme Elizabeth Kingston, secrétaire exécutive de la Section fédérale.

Conformément à ses statuts, l'APC favorise les visites entre les États membres, dans l'objectif de donner aux parlementaires l'occasion de discuter entre eux de questions d'intérêt commun en matière de relations bilatérales et de questions internes de l'organisation internationale qu'est le Commonwealth. La visite en Inde se distinguait des autres visites bilatérales organisées par l'APC en ce sens qu'elle était entièrement axée sur le commerce. S'appuyant sur la déclaration commune des premiers ministres Singh et Harper de juin 2012, la visite a permis de souligner qu'il est essentiel de resserrer les liens qui unissent les deux pays en matière d'économie, de diplomatie, d'éducation, de science et de culture afin de favoriser un partenariat plus efficace et avantageux. Compte tenu du fait que le Canada et l'Inde cherchent à conclure un accord de partenariat économique (APE), la visite avait pour principal objectif de renforcer l'engagement commun des deux premiers ministres à tripler le commerce et les investissements bilatéraux annuels pour qu'ils atteignent les 15 milliards de dollars d'ici 2015.

L'Inde, une union d'États, est une république souveraine, laïque et démocratique fonctionnant selon un régime parlementaire. La politique indienne est encadrée par la Constitution, adoptée par l'Assemblée constituante le 26 novembre 1949 et entrée en vigueur le 26 novembre 1950.

Selon la Constitution, le président est la tête dirigeante du pouvoir exécutif de l'Union. Le réel pouvoir exécutif repose toutefois entre les mains du conseil des ministres, lui-même dirigé par le premier ministre : le paragraphe 74(1) de la Constitution prévoit la création d'un conseil des ministres dirigé par un premier ministre et responsable d'aider et de conseiller le président, qui, dans le cadre de ses fonctions, agit en conformité avec les conseils qui lui sont prodigués. Le conseil des ministres est collectivement responsable de la Lok Sabha, la Chambre du Peuple.

Dans les États, le gouverneur, à titre de représentant du président, est le chef du pouvoir exécutif, mais le réel pouvoir est détenu par le ministre en chef, qui dirige le conseil des ministres. Les membres du conseil des ministres d'un État sont collectivement responsables de l'Assemblée législative élue de l'État.

La Constitution définit la répartition des pouvoirs législatifs entre le Parlement et les assemblées législatives des États, et prévoit que les compétences non attribuées relèveront du Parlement fédéral. Le Parlement a compétence exclusive pour modifier la Constitution.

Le pouvoir exécutif de l'Union se compose du président, du vice-président et du conseil des ministres, responsable, sous la direction du premier ministre, d'aider et de conseiller le président.

La Rajya Sabha, la Chambre haute, compte 245 membres; 233 d'entre eux représentent les États et les territoires de l'Union, et les 12 autres sont nommés par le président. Les membres de la Rajya Sabha sont élus indirectement par les députés de l'assemblée législative de l'État qu'ils représentent. La Rajya Sabha ne peut être dissoute et elle doit renouveler le tiers de sa composition tous les deux ans.

La Lok Sabha, la Chambre basse, est composée de représentants de la population élus par scrutin direct fondé sur le suffrage universel. Elle compte 545 députés, dont deux sont nommés par le président afin de représenter la collectivité anglo-indienne. À moins de circonstances spéciales, le mandat des députés est d'une durée de cinq ans.

Le régime politique des États est semblable à celui de l'Union. Le pays compte 25 États et 7 territoires.

Les dernières élections nationales ont eu lieu en avril et en mai 2009. La coalition United Progressive Alliance (UPA), dirigée par le Congress Party, a conservé le pouvoir. Le Bharatiya Janata Party (BJP) est demeuré le principal parti de l'opposition, à la tête de la coalition National Democratic (NDA). Les prochaines élections devraient être tenues en mai 2014.

Réunions à New Delhi

La délégation a pu rencontrer des représentants de la Federation of Indian Chambers of Commerce and Industry (FICCI, Fédération des chambres de commerce et de l'industrie indienne), plus particulièrement Peter Hassan, éminent conseiller de la FICCI en matière de stratégie et de planification. Créée en 1927, la FICCI est considérée comme l'une des plus grandes et des plus vieilles associations d'affaires de l'Inde. La Fédération joue un rôle prédominant dans les débats qui déterminent l'orientation des changements sociaux, économiques et politiques du pays. Son histoire est intimement liée à la lutte de l'Inde pour son indépendance, à l'industrialisation du pays et à l'émergence de l'Inde comme l'une des économies en plus forte croissance dans le monde. Ses membres proviennent du secteur des entreprises, tant privées que publiques. La Fédération est un forum permettant aux intervenants d'un même secteur d'établir des consensus et de faire du réseautage, et elle est le principal intermédiaire entre les industries indiennes et la communauté d'affaires internationale. De par ses activités, la Fédération est un acteur important dans l'orientation et la mise en œuvre de politiques et assure un leadership éclairé pour tous les secteurs de l'industrie indienne. Sa mission est la suivante :

Entreprendre des initiatives qui favorisent la croissance rapide, inclusive et durable dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'emploi, de la gouvernance et du développement des compétences.

Améliorer l'efficacité et la compétitivité internationale de l'industrie indienne et favoriser les possibilités d'affaires dans les marchés tant nationaux qu'internationaux à l'aide d'une gamme de services spécialisés et de réseaux mondiaux.

Au cours de sa visite à New Delhi, les membres de la délégation ont visité le cimetière militaire de Delhi. Créé en 1951, ce cimetière comprend de nombreuses tombes qui ont été déplacées du Nord de l'Inde pour en assurer la conservation. Aujourd'hui, on trouve dans le cimetière des tombes et des cénotaphes honorant 1 022 soldats du Commonwealth morts pendant la Deuxième Guerre mondiale ainsi que des soldats d'autres nationalités, des Néerlandais pour la plupart.

En outre, la délégation a visité avec intérêt le bureau régional de l'Asie du Sud et de la Chine du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), dirigé par Stephen McGurk. Depuis 1970, le CRDI a investi plus de 100 millions de dollars en recherche en Inde pour appuyer le progrès dans les domaines de l'agriculture, de la santé, de la réforme économique, de la gestion des ressources naturelles, de la technologie de l'information et de la gouvernance. L'Inde connaît une rapide croissance et détient par conséquent une plus grande influence au sein de la communauté internationale, mais, à l'échelle nationale, le fossé se creuse entre les personnes qui profitent du développement économique et les 300 millions d'Indiens qui connaissent l'extrême pauvreté et la faim. Ce fossé cause des tensions qui menacent la stabilité même du pays. Le CRDI participe au renouvellement de la structure institutionnelle de l'Inde et à la création d'une nouvelle génération d'institutions afin d'appuyer la croissance exceptionnelle du pays en établissant une vision à long terme pour régler les problèmes auxquels est confronté le pays. Essentiellement, il appuie le travail des personnes les mieux placées pour venir en aide à ceux qui tentent de faire d'une démocratie fragmentée une société meilleure.

La discussion avec le CRDI a porté en majorité sur la disparition des filles en Inde, l'absence apparente d'égalité entre les sexes et la nature de la préférence pour les fils dans la société indienne. De nombreux observateurs ont dénoncé la pratique illégale de l'avortement sélectif et l'inégalité entre les hommes et les femmes en ce qui a trait aux soins de santé et à la nourriture. Le CRDI tente de combattre la préférence pour des fils en augmentant la valeur économique des femmes, notamment en améliorant les occasions d'emploi, l'éducation et les initiatives de planification familiale. Bien que 15 % des femmes du monde vivent en Inde, l'inégalité entre les sexes demeure l'un des problèmes les plus persistants de ce pays : les femmes risquent davantage de souffrir de malnutrition, de ne pas avoir accès à l'éducation et aux initiatives d'autonomisation, et d'être victimes de violence.

Les discussions ont également porté sur le fait que le Canada vende de l'amiante à l'Inde. Plusieurs délégués ont fait valoir que, même s'il est prouvé que l'amiante présente de graves risques pour la santé, le Canada continue d'exporter cette matière en Inde et se sont questionnés sur la responsabilité sociale du Canada à cet égard. Les participants à ces discussions ont aussi abordé les questions de l'utilisation de la technologie pour améliorer la qualité de l'eau, assurer la sécurité alimentaire, augmenter le taux de vaccination et faciliter l'accès à l'économie du savoir grâce aux téléphones cellulaires et à Internet, plus particulièrement dans les régions rurales de l'Inde.

Après ses réunions à New Delhi, la délégation s'est rendue à Amritsar, au Panjab. À leur arrivée, les membres de la délégation ont participé à une séance d'information détaillée tenue par Scott Slessor, consul général à Chandigarh.

Réunions à Amritsar

La délégation s'est ensuite rendue au Temple d'Or à Amritsar, au Panjab. Amritsar, nom qui a désigné, au fil du temps, le lac de la région, le temple et, finalement, la ville, signifie « lac de nectar divin ». Le temple, construit en 1601, est le lieu le plus sacré de la religion sikhe. Son architecture s'inspire des styles hindu et musulman et en marie superbement l'évolution. Ce fut un honneur pour la délégation que de visiter ce lieu sacré des sikhs, plus particulièrement parce qu'il y a au Canada une importante communauté sikhe comptant près de 500 000 membres. La délégation a été accueillie par M. Dalmegh Singh, secrétaire du Temple d'Or, et M. Gurbachan Singh, agent d'information. Le chef de la délégation, M. Russ Hiebert leur a indiqué qu'une des plus fortes concentrations de sikhs au Canada se trouve dans la ville de Surrey, une portion de laquelle il représente au Parlement. Il a ajouté que la Chambre des communes du Canada compte 13 députés provenant du Panjab.

Au cours de sa visite à Amritsar, la délégation a rencontré des représentants de la Confederation of Indian Industry (CII, Confédération des industries indiennes), organisme sans but lucratif non gouvernemental dirigé par le secteur de l'industrie. La CII collabore étroitement avec le gouvernement et les industries sur des questions stratégiques afin d'améliorer l'efficacité et la compétitivité et de multiplier les occasions d'affaires pour les communautés d'affaires de l'Inde et du monde. Elle offre des services spécialisés, fait partie de réseaux mondiaux et constitue un forum permettant d'établir des consensus et de faire du réseautage. Elle prend activement part au processus de développement de l'Inde. Fondée il y a plus de 117 ans, la CII regroupe plus de 7 000 petites et moyennes entreprises et sociétés multinationales tant du secteur privé que public et rassemble indirectement plus de 90 000 entreprises membres d'associations sectorielles nationales et régionales. L'une de ses priorités consiste à projeter une image positive du milieu des affaires et à aider l'industrie à élaborer et à offrir des programmes de responsabilité sociale. Grâce à ses partenariats avec plus de 120 organismes non gouvernementaux de l'Inde, elle peut mettre sur pied des initiatives concernant, entre autres, la santé, l'éducation, l'emploi,

la gestion de la diversité et le développement des compétences. La Confédération est une référence pour l'industrie de l'Inde et la communauté des affaires internationale.

La délégation a rencontré des représentants de plusieurs secteurs, notamment ceux de l'immobilier, de l'hôtellerie, de l'éducation, de la logistique, de l'énergie renouvelable et des produits recyclés, comme les tissus et le papier.

M. Hiebert s'est adressé au groupe en citant les engagements qu'ont pris les premiers ministres Harper et Singh dans l'accord de partenariat économique global (APEG), qui vise à faire passer le commerce bilatéral annuel de 2 milliards de dollars à 15 milliards de dollars d'ici 2015 et à renforcer les relations bilatérales entre les deux pays en misant sur les relations personnelles fortes qui unissent les Canadiens et les Indiens et sur les valeurs communes de la démocratie, de la tolérance, des droits de la personne, de la liberté de religion et de la primauté du droit. M. Hiebert a indiqué que le Canada et le Panjab entretiennent des relations depuis le XIX^e siècle, et que les activités économiques de cette communauté en particulier au Canada a grandement appuyé l'économie canadienne, notamment grâce à la création de nombreuses petites et moyennes entreprises et à ses effets positifs sur l'ensemble de l'économie du Canada. Il y a de nombreuses occasions d'améliorer les relations culturelles et commerciales déjà très solides entre les deux pays. À cet égard, on a cerné deux secteurs : le secteur agricole, en raison de la demande croissante en Inde pour les aliments et la sécurité alimentaire, et le secteur du tourisme, en raison du tourisme déjà florissant entre le Canada et le Panjab.

Réunions à Mumbai

Mumbai, capitale de l'État de Maharashtra, est la ville la plus peuplée de l'Inde avec plus de 20,5 millions d'habitants. Reconnue pour sa diversité industrielle, rurale et culturelle, la ville est également la plus prospère du pays et a le PIB le plus élevé parmi toutes les villes de l'Asie du Sud, de l'Asie de l'Ouest et de l'Asie centrale. Elle génère 5 % du PIB de l'Inde. Son taux de croissance remarquable s'apparente à celui de la province de Guandong en Chine. Le taux de croissance de l'Inde, qui se situait avant entre 8 % et 10 %, se trouve maintenant autour de 7 %. Le taux de croissance de l'État de Maharashtra, quant à lui, se situe entre 10 % et 12 %. Il y a énormément d'échanges entre les riches et les pauvres, et 25 % de la population a moins de 25 ans.

Le potentiel est immense pour le commerce et les investissements canadiens dans la région. On estime que, d'ici 2013, l'Inde sera la troisième superpuissance mondiale. La Chine atteindra le maximum de sa capacité démographique d'ici 2015, mais l'Inde ne l'atteindra que d'ici 2035. Cette dernière est déjà un excellent fournisseur de services de technologie de l'information, et elle cherche maintenant à développer son assise manufacturière.

Nicolas Lepage, consul général par intérim, et les membres du personnel du consulat à Mumbai ont offert à la délégation une séance d'information exhaustive avant la tenue

d'une série de rencontres avec des représentants de McKinsey and Company, de l'Indo-Canadian Business Chamber, de la Reserve Bank of India et de Tata Consultancy Services (TCS).

Selon le magazine *Fortune*, McKinsey and Company est l'une des dix meilleures entreprises au monde au service des leaders internationaux. Il s'agit d'une société d'experts-conseils sur la gestion qui compte parmi sa clientèle les plus grands gouvernements, entreprises et institutions du monde, tant dans les secteurs privé, public que social. La société met à profit ses solides connaissances sur les forces du marché et de l'industrie afin d'élaborer des perspectives macroéconomiques à long terme et cherche à rassembler les penseurs les plus influents pour débattre de questions d'envergure internationale. Les études qu'elle produit sont publiées dans des revues comme le *McKinsey Quarterly*.

La présentation a porté sur l'émergence de l'Inde en tant que puissance économique et sur la transition d'une économie fondée sur les services, qui représentent maintenant 50 % du PIB, à une économie dominée par l'industrie manufacturière, qui ne représente actuellement que 15 % de l'économie. La démocratie de l'Inde est quelque peu cacophonique : il existe plus de 600 journaux et 15 canaux de nouvelles en continu. De 60 % à 70 % de la population vit en milieu rural et les 30 à 40 % restant habitent en région urbaine. Plus de 300 millions d'Indiens vivent sous le seuil de la pauvreté, soit le tiers de la population mondiale vivant dans la pauvreté.

La situation de l'Inde est telle que l'augmentation annuelle prévue de 8 % du PIB entraînerait la création d'emplois pour les jeunes, la croissance de la classe moyenne et, par conséquent, le développement de l'économie de consommation du pays. Essentiellement, l'Inde représente le meilleur marché dans le monde au chapitre de la consommation. Le défi réside toutefois dans le fait que la structure de l'emploi en Inde diffère de celle des économies de l'Asie de l'Est et du Sud-Est. Puisqu'au moins la moitié des emplois en Inde sont liés à l'agriculture, il est essentiel pour la croissance économique du pays que les agriculteurs aient une bonne situation financière. Toute augmentation de l'habilitation économique s'accompagne de l'enrichissement de la classe moyenne et d'une plus forte demande de consommation.

Selon McKinsey, l'Inde peut s'attendre à une croissance à long terme puisque les six éléments fondamentaux sont en place :

- 1) **Croissance du PIB** – La croissance économique se trouve à un point d'inflexion. L'Inde sera la 4^e économie du monde d'ici 2025. La proportion des jeunes travailleurs continuera de croître jusqu'en 2035.
- 2) **Augmentation de la consommation** – Augmentation des dépenses de consommation en raison de l'augmentation des salaires et des revenus disponibles, de la diminution du nombre d'incitatifs à l'épargne et de la disponibilité du

financement des achats des consommateurs. Population majoritairement jeune : 70 % de la population a moins de 35 ans. Le pays devrait devenir le cinquième marché de consommation au monde d'ici 2025.

- 3) **Politiques gouvernementales favorables** – Rationalisation des impôts et des taxes, les investissements directs étrangers (IDE) sont permis dans la plupart des secteurs clés, stabilité des principaux paramètres macroéconomiques.
- 4) **Croissance de l'infrastructure** – 800 milliards de dollars américains seront investis en infrastructure au cours des 5 prochaines années : routes, ports, aéroports, énergie, communication, développement urbain et rural.
- 5) **Secteur bancaire stable** – Malgré la crise économique, le secteur bancaire de l'Inde est stable.
- 6) **Émergence des entreprises indiennes** – Plusieurs industries se sont radicalement transformées en peu de temps. Les entreprises indiennes et étrangères augmentent leurs investissements.

La délégation a rencontré des représentants de l'Indo-Canadian Business Chamber (ICBC, chambre de commerce indo-canadienne), le seul organisme bilatéral qui vise à encourager les relations économiques et bilatérales entre le Canada et l'Inde. Fondé en 1994, cet organisme sans but lucratif situé à Delhi joue un rôle important tant en Inde qu'au Canada. Au fil des ans, l'ICBC a eu le privilège d'accueillir des représentants provenant du Canada, comme des ministres du cabinet, des planificateurs, des présidents d'entreprises multinationales, des recteurs et des délégations de haut niveau. Ses membres proviennent d'un grand nombre de domaines, comme l'éducation, l'énergie et l'environnement, l'infrastructure, l'agriculture et l'agroalimentaire, et les services financiers. Elle a grandement appuyé le resserrement des relations bilatérales et les possibilités d'affaires dans ces secteurs.

Les membres de la délégation ont été heureux de rencontrer Anand Singh, gouverneur adjoint de la Reserve Bank of India, la banque centrale de l'Inde responsable d'établir et de contrôler la politique monétaire du pays et d'assurer la stabilité des prix et la circulation du crédit vers les secteurs les plus productifs de l'économie. Elle a élaboré un programme en deux phases concernant la présence de banques étrangères en Inde. Au cours de la première phase (de 2005 à 2009), elle a permis aux banques étrangères d'acquérir des intérêts dans certaines banques privées indiennes qui avaient besoin de restructuration. Depuis le début de la deuxième phase en avril 2009, les banques étrangères jouissent d'une plus de liberté pour prendre le contrôle des banques privées dans lesquelles elles ont investi.

Le système bancaire en Inde est très stable, mais seulement 48 % de la population possède un compte bancaire. En outre, 73 000 villages en Inde n'ont pas de banque. Par

conséquent, la Reserve Bank of India a mis sur pied un programme de littératie en matière financière et a créé des postes d'agent de services bancaires pouvant représenter les banques dans un rayon de 48 kilomètres autour de ces villages. De nouveaux produits et services sont offerts, notamment des comptes bancaires « sans fioritures », afin d'encourager les ménages à ouvrir un compte bancaire, et l'on déploie des efforts pour sensibiliser la population à l'importance de l'épargne et du crédit. À cet égard, on a lancé un processus de féminisation du crédit puisqu'il a été prouvé que le fait d'offrir du crédit aux femmes améliore la situation des ménages. À l'heure actuelle, le revenu moyen des ménages en Inde est seulement de 1000 \$. La dette des ménages est très peu élevée et le taux d'épargne moyen correspond à 11 % des revenus totaux. En outre, la demande pour l'or aux fins d'investissement est très élevée et continue d'augmenter. Le taux d'épargne moyen est de 30 %.

Au cours de son séjour à Mumbai, la délégation a également rencontré des représentants du Tata Consultancy Service (TCS) Group. TCS a été le fer de lance de l'expansion des TI en Inde et est parvenu à étendre ses opérations partout dans le monde tout en continuant d'appuyer la transformation et d'établir des partenariats pour assurer la prospérité. TCS existe depuis plus de 43 ans et ses revenus en 2011 ont atteint 8,2 milliards de dollars américains. Il emploie plus de 225 000 employés et est présent dans plus de 55 pays. Il mène des activités avec succès dans de nombreux domaines, comme les banques, les télécommunications, l'aérospatiale, les médias, l'industrie manufacturière, l'industrie automobile, les sciences de la vie et les soins de santé, le transport, l'énergie et les ressources, le gouvernement et les assurances. Au Canada, TCS est situé à Toronto et à Peterborough, en Ontario. L'innovation est une pierre angulaire de TCS, qui a établi un réseau de collaboration en matière d'innovation afin de mobiliser l'ensemble de la communauté, des clients et partenaires aux universitaires en passant par les nouvelles entreprises, pour qu'ils puissent se rassembler et échanger des pratiques exemplaires, et élaborer et mettre en œuvres des solutions d'affaires novatrices.

Avant de quitter Mumbai, la délégation a visité Dharavi, l'un des plus grands bidonvilles d'Asie et du monde. Parce que Dharavi est situé au cœur de Mumbai, son territoire de 2,5 km² a une grande valeur immobilière. Le bidonville est un exemple de l'avenir des nouvelles villes indiennes, mais aussi de celui des espaces urbains du monde entier. On y trouve de nombreuses industries à petite échelle qui produisent des vêtements brodés, des produits du cuir de qualité internationale, de la poterie et des produits du plastique. La plupart de ces produits sont fabriqués dans de minuscules usines situées çà et là dans le bidonville et sont vendus sur les marchés nationaux et internationaux. On estime que les ventes de ces industries s'élèvent à 650 millions de dollars par année. Le gouvernement de l'État compte redévelopper Dharavi pour le transformer en quartier moderne où l'on trouvera des ensembles résidentiels et commerciaux adéquats, des hôpitaux et des écoles.

Réunions à Chennai

La délégation a eu l'occasion de visiter l'usine de Husky Injection Molding Manufacturing, situé dans le parc industriel Mahindra World City à Chennai. Mahindra World City est un écosystème d'affaires situé dans une zone économique spéciale hors taxe, où les entreprises sont liées et intégrées afin d'assurer l'efficacité de leurs activités. Le parc industriel a été construit de manière à créer un milieu holistique où affaire et vie sont intégrées. Puisqu'elle se trouve à Chennai, en Inde, l'usine de Husky représente un nouvel investissement dans le réseau mondial de l'entreprise. L'usine abrite les équipes de vente, de service à la clientèle, de production manufacturière et d'approvisionnement. Le parc industriel favorise également la croissance des activités de Husky en matière de canaux chauffants dans la région puisque l'usine a accès à des canaux et des moules produits ou remis à neuf par des entreprises locales, ce qui permet de réduire les délais d'approvisionnement. À l'heure actuelle, Husky emploie 79 personnes à Chennai, et le nombre d'employés devrait dépasser la barre des 100 d'ici la fin 2012.

La région de Chennai offre un grand potentiel de croissance et d'investissement et permet à Husky de mieux répondre aux besoins des clients de la région et de ses futurs clients. On y trouve un aéroport international de même qu'un port de mer, et la région est située à proximité de clients comme Nokia et Dell.

Au cours de sa visite à Chennai, la délégation a rencontré des représentants de la Confederation of Indian Industry (CII), comme elle a pu le faire à Amritsar. Le député Russ Hiebert, chef de la délégation, s'est adressé au groupe avant de répondre à des questions. Comme il a été noté précédemment, l'objectif de la CII est de collaborer étroitement avec le gouvernement et les industries en ce qui concerne les questions de politique, l'amélioration de l'efficacité et de la compétitivité et la multiplication des possibilités d'affaires pour les communautés d'affaires indiennes et étrangères. Cette fois, les représentants de la CII provenaient des secteurs de l'automobile, de la technologie propre, des sciences de la vie et de la technologie de l'information et des communications.

Le message a essentiellement porté sur l'énorme potentiel commercial entre le Canada et l'Inde, notamment sur le fait que le Canada peut être une porte d'entrée pour tous les marchés de l'Amérique du Nord. On a souligné l'accord de partenariat économique et indiqué que le commerce entre le Canada et l'Inde devrait atteindre les 15 milliards de dollars d'ici 2015. Il revient aux industries d'un grand nombre de secteurs de tirer profit de ces occasions pour assurer leur prospérité et augmenter leur productivité, plus particulièrement au sein du Commonwealth, où les principes de la démocratie, des droits de la personne et de la primauté du droit sont au cœur des constitutions de tous les pays membres.

Les représentants de la CII ont souligné la création de Sri City, une ville semblable au parc industriel Mahindra, qui est située à 55 kilomètres de Chennai et qui est conçue comme une ville d'affaires intégrées de calibre mondial. Sri City possède toutes les caractéristiques

d'une ville de ce type, qu'il s'agisse de son infrastructure physique, de ses installations à vocation sociale, éducative et récréative ou de son recours aux sources d'énergie alternatives. Sri City a d'ailleurs pour objectif d'être une ville neutre en carbone. La création de centres qui allient le nec plus ultra de l'infrastructure et des avantages économiques est le facteur qui permet de favoriser les meilleures possibilités d'affaires pour les entreprises internationales en Inde.

En conclusion, la délégation aimerait remercier le haut commissaire Stewart Beck et le personnel dévoué du Haut-Commissariat du Canada à New Delhi. Elle remercie également les consulats situés à Chandigarh, à Mumbai et à Chennai, dirigés respectivement par Scott Slessor, Nicolas Lepage et Shaun Wedick, pour leurs conseils inestimables et leur aide dans l'organisation des réunions au cours de la visite. Ces réunions ont permis de mieux comprendre l'environnement politique et économique unique de l'Inde au moment où le pays s'apprête à surmonter les défis qui en feront une puissance économique mondiale, et où son économie délaisse le secteur des services au profit d'une forte croissance de l'assise manufacturière.

Respectueusement soumis,

M. Russ Hiebert, député, président
Section canadienne de
l'Association parlementaire du Commonwealth (APC)

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Section canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth (APC)
ACTIVITÉ	Visite bilatérale en Inde
DESTINATION	New Delhi, Amritsar, Mumbai et Chennai, Inde
DATES	Du 17 au 26 février 2012
DÉLÉGATION	
SÉNAT	Sénatrice Nancy Ruth, Sénateur Terry Mercer
CHAMBRE DES COMMUNES	M. Russ Hiebert, député, M. Larry Miller, député, M. Merv Tweed, député, M. Chris Charlton, député, M. Peter Stoffer, député
PERSONNEL	Mme Elizabeth Kingston, secrétaire exécutive
TRANSPORT	\$67,993.09
HÉBERGEMENT	\$12,343.07
HOSPITALITÉ	\$969.00
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	\$4,516.42
CADEAUX OFFICIELS	\$1,035.68
DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION	\$442.38
TOTAL	\$87,299.64